

MOBILISONS PARIS

CONTRE L'AUSTERITÉ !

Le plan d'austérité gouvernemental piloté par Manuel Valls comporte une baisse de 3,7 milliards d'euros des dotations de l'État aux collectivités pour l'année 2015.

Ainsi, dès l'année prochaine, la dotation globale de fonctionnement de la Ville de Paris diminuera de 200 millions d'euros. A cela s'ajoute la progression des dépenses sociales due à l'aggravation de la crise économique et la hausse de la contribution de la Ville de Paris à la solidarité avec les autres territoires. **C'est au total près de 400 millions d'euros que la Ville doit trouver pour équilibrer le budget 2015 !** Parallèlement, le gouvernement multiplie les cadeaux fiscaux à des entreprises avec le CICE sans aucune contrepartie de celles-ci en terme d'emploi. Pire, la Poste a par exemple reçu en 2013 près de 300 millions d'euros à ce titre et supprimé dans le même temps 4.500 emplois. Toute la lumière doit être faite sur l'utilisation du CICE dans la capitale.

La majorité de gauche à Paris est bien décidée à honorer ses engagements et à maintenir le niveau d'investissement public prévu pour répondre aux besoins des Parisien-ne-s. La réduction de l'investissement public serait un désastre pour le plus grand nombre. Rappelons que l'investissement de la seule Ville de Paris génère chaque année près de 30.000 emplois et permet de développer les services publics.

Mais le débat existe dans la majorité sur les enjeux suivants : des économies de fonctionnement sont-elles possibles ? Peut-on envisager des recettes nouvelles ? Dans l'affirmative, lesquelles ? Comment permettre aux collectivités d'assurer durablement leurs missions ? Les pages qui suivent vous permettront de prendre connaissance de ces enjeux, des propositions actuellement en débat au sein de la majorité et d'agir avec les communistes et les élu-e-s PCF – Front de gauche pour résister à l'austérité nationale et porter des propositions pour ouvrir une alternative politique.

UNE DETTE COLOSSALE DE L'ÉTAT ENVERS LA VILLE DE PARIS.

Avec la décentralisation, de nombreuses compétences, notamment en matière d'aide sociale, ont été transférées aux collectivités : tel est le cas du RSA, de l'APA, ou de l'AAH dont bénéficient les personnes aux revenus les plus modestes. Mais ce transfert de compétences n'a jamais été accompagné du transfert de la totalité des moyens nécessaires au bon accomplissement de ces missions. Résultat, les dispositifs sociaux ont toujours été sous-financés par l'État qui doit aujourd'hui rembourser à la Ville de Paris une dette de 1,8 milliard d'euros. Continuons d'exiger de l'État qu'il rembourse sa dette à la Ville de Paris et à l'ensemble des collectivités !

COMMENT A L'AUSTERITE GOU

Sous la pression du gouvernement, du patronat et de supposés économistes « experts », **Anne Hidalgo envisage en priorité un plan d'économies qui pourrait atteindre 180 millions d'euros sur les dépenses de fonctionnement de la Ville.** Bien évidemment des économies sont toujours possibles mais nous demandons à la Maire de Paris de continuer, comme elle l'a fait ces derniers mois, à résister au discours ambiant visant à faire croire à la population que l'argent public serait jeté par les fenêtres. Ce discours a pour seul objectif de réduire la dépense publique pour ouvrir en grand la porte aux intérêts privés dans des domaines pourtant essentiels à la réponse aux besoins de la population. Le point de départ de réflexion de la majorité municipale ne peut pas être de faire des économies sur les dépenses de fonctionnement.

A quoi correspondent ces dépenses de fonctionnement ? Ce sont les dépenses liées au

fonctionnement courant de la collectivité. La plus grande part de ces dépenses est fondamentale : c'est le cas des rémunérations des agents de la Ville de Paris, dont nous rappelons que les 2/3 n'ont pas les moyens de se loger à Paris, l'entretien et la maintenance des équipements publics, les subventions aux associations, les aides sociales qui permettent de soutenir les familles et les plus démunis. **Alors que le plan d'économies envisagé pourrait concerné la réduction de ces dépenses essentielles à la réponse aux besoins des Parisien-ne-s, pour les élu-e-s PCF – Front de gauche tous les efforts possibles doivent être faits pour les maintenir en mettant en œuvre des solutions alternatives.** Une petite part des dépenses de fonctionnement peuvent par contre être effectivement économisées : c'est le cas de divers frais non essentiels de fonctionnement courant de l'administration ou de communication par exemple.

INVESTISSEMENT PUBLIC : UNE EXIGENCE POUR UN PARIS POUR TOU-TE-S

Les élu-es communistes sont mobilisés au sein de la majorité municipale pour mettre en œuvre les engagements portés durant la campagne de 2014. La Ville de Paris investira donc 8,5 milliards d'euros d'ici à 2020 pour mieux répondre aux besoins des Parisiennes et des Parisiens. Voici quelques-uns des engagements que nous estimons essentiels :

- La création de 10.000 logements par an dont 7.500 logements sociaux en rééquilibrant l'offre sociale dans les quartiers déficitaires de l'ouest et du centre de Paris
- La création de 5.000 places en crèches
- Le renforcement et le développement des centres de santé pour garantir une offre de soins en secteur 1 accessible à tou-te-s, en priorité dans les quartiers populaires
- La gratuité des premiers mètres cubes d'eau sous condition de ressources
- La création de Halles alimentaires de proximité
- La création d'un observatoire de lutte contre les violences faites aux femmes

RESISTER GOUVERNEMENTALE ?

Des économies ? Oui mais sur les charges financières !

Il y a une dépense de fonctionnement dont personne ne parle : les charges financières, c'est à dire les intérêts payés par la Ville de Paris aux banques privées et aux marchés financiers au titre des emprunts contractés. Ces dépenses représentent à elles seules en 2013 la somme de 112 millions d'euros ! Alors que les grandes banques françaises bénéficient des 262,7 milliards d'euros de dépôts des Parisien-ne-s sur leurs comptes, il est inadmissible que la collectivité parisienne paye des intérêts :

1. Les élu-e-s PCF – Front de gauche proposent qu'un pôle bancaire piloté par BNP Paribas accorde des prêts à taux zéro à long terme à la Ville de Paris pour le financement de l'investissement public : + 112 millions d'euros

Et si on appliquait les recettes des communistes ?

Les élu-e-s PCF – Front de gauche affirment que de nouvelles recettes sont possibles et ont mis en débat les propositions suivantes au sein de la majorité municipale :

2. Augmenter les droits de mutation : + 130 millions d'euros

La Ville de Paris pourrait augmenter le taux des droits de mutation, c'est à dire des droits perçus sur les ventes immobilières. Cette mesure rapporterait 130 millions d'euros.

3. Mise en oeuvre d'un dispositif fiscal anti-spéculation : + 150 millions d'euros

Alors que la crise du logement bat son plein à Paris nous ne pouvons plus tolérer les abus de la spéculation immobilière qui a fait augmenter les prix de vente au mètre carré de 150% en 10 ans. Nous proposons de :

- augmenter la taxe sur les logements vacants
- créer une taxe sur les résidences secondaires à Paris
- réhausser la taxe sur les bureaux vacants

4. Exiger le remboursement de la dette de l'Etat envers la Ville : + 1,8 milliards d'euros

Les aides sociales (RSA, APA, AAH) transférées par l'Etat à la Ville n'ont jamais été accompagnées de la totalité des moyens nécessaires à leur versement. La dette de l'Etat envers Paris atteint aujourd'hui 1,8 milliards d'euros dont nous exigeons le remboursement.



Reprenons le pouvoir aux banques et aux marchés financiers !

En quelques années, la finance a conquis des pouvoirs exorbitants. Le dollar, monnaie internationale de référence, n'a plus aucun lien avec une quelconque réalité matérielle. Les détenteurs de capitaux peuvent agir à leur guise sur des marchés boursiers méthodiquement dérégulés. Ils ont obtenu une fiscalité au bénéfice des revenus du capital, le droit d'échapper en grande partie à l'impôt, la libre circulation du capital financier dans le monde. Lors de la crise de 2008, la France et les autres Etats ont renfloué les banques à coup de milliers de milliards d'euros. Et les détenteurs de capitaux se permettent aujourd'hui de « noter » les États, les plaçant sous la menace des attaques des spéculateurs.

Pour mettre fin à ces privilèges inouïs et contraires à la démocratie qui nous placent sous la menace de crises financières incessantes et de politiques d'austérité désastreuse, nous proposons :

Agir tout de suite

- L'adoption d'une loi portant création d'un pôle public financier transformant notamment la politique et les critères du crédit
- Le placement sous contrôle social des banques privées qui ne respecteraient pas la nouvelle réglementation en matière de lutte contre la spéculation et la financiarisation de notre économie.
- Bloquer les échanges de capitaux avec les paradis fiscaux
- Une réforme de la fiscalité : suppression du bouclier fiscal, augmentation de l'ISF et de l'impôt sur les revenus du capital, taxa-

tion des revenus financiers des entreprises, mise en place du principe de modulation de l'impôt sur les sociétés et du taux des cotisations sociales patronales en fonction des objectifs d'emplois, de formations et de salaires de l'entreprise

- La suppression des exonérations de cotisations sociales patronales qui ont montré leur inefficacité
- La création d'un Fonds national et de fonds régionaux pour l'emploi et la formation

Agir pour un changement durable :

- La transformation des missions, de la politique monétaire et de la gouvernance de la BCE et de la Banque de France et la création d'un Fonds européen de développement social, écologique et solidaire pour l'expansion des services publics, de l'emploi et des qualifications.
- La création de pouvoirs nouveaux pour les salariés et leurs représentants dans la gestion de leurs entreprises, ainsi que des citoyens dans les institutions bancaires et les collectivités territoriales.

PREMIER ÉCHEC POUR LES AGENCES DE NOTATION À PARIS

Les élu-e-s PCF - FG ont fait adopter un vœu au Conseil de Paris pour que la Ville cesse de payer des agences de notations pour être notée selon des critères néolibéraux. Si ce vœu n'a pas pu déboucher sur la rupture des contrats avec ces agences, c'est un premier échec pour celles-ci qui appelle d'autres initiatives !

Retrouvez toutes les propositions et les actions des élu-e-s PCF - Front de gauche
www.communiste-frontdegauche-paris.org

PCF Paris : 2, place du colonel Fabien - 75019 Paris - Tél. : 01 44 83 85 15

ADHÉREZ AU PCF



paris.pcf.fr



l'humain d'abord!